La Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle (DGEFP) représentée par son Délégué Général Monsieur Bruno LUCAS, et votre mission locale mettent en place et réalisent un traitement de données à caractère personnel vous concernant permettant de mettre en oeuvre le décret 2022-199 du 18 février 2022 relatif au Contrat d'Engagement Jeune. Les finalités de ce traitement sont :

- L'accueil, l'information, l'orientation et l'accompagnement des jeunes mentionnés à l'article L. 5314-2 du code du travail ;
- De favoriser une politique d'insertion des jeunes coordonnées et d'assurer l'exercice des missions des missions locales, des acteurs du service public de l'emploi, du service public de l'orientation et de la formation professionnelle, du service public de l'éducation et du service public de la justice, des organismes de sécurité sociale, ainsi que de l'Agence de services et de paiement mentionnée à l'article L. 313-1 du code rural et de la pêche maritime ;
- La mise à disposition de services permettant d'accompagner les jeunes dans la construction de leur parcours professionnel ;
- Ce traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public dont sont investis les responsables du traitement ((article 6.1.e) du Règlement général sur la protection des données (RGPD) du 27 avril 2016), définie à l'article L. 5314-2 du code du travail , et portant sur les dispositions de l'article 208 de la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022.
- Les données traitées pour les jeunes suivis en Contrat d'Engagement Jeune sont :
 - Données relatives à l'identité du jeune,
 - Données relatives à la vie professionnelle et extraprofessionnelle ;
 - Données relatives au suivi du jeune par la mission locale ;
 - Données relatives aux coordonnées bancaires du jeune ;
 - Données relatives à l'identité du référent de la mission locale.
- Dans le cadre du Contrat d'Engagement Jeune, les destinataires de vos données sont :
 - L'Agence de Services et de Paiements ;
 - Pôle Emploi ;

Les données à caractère personnel et les informations enregistrées dans le traitement concernant le jeune sont jusqu'à ce que le jeune atteigne l'âge maximal mentionné à l'article L. 5314-2 du code du travail, augmenté d'une durée de deux ans, à l'exception de celles concernant les jeunes inscrits dans un programme en cours à cette date et bénéficiant d'un suivi régulier dans ce cadre. Dans ce cas, ces données et informations sont accessibles jusqu'à la fin de ce programme.

Les données vous concernant sont collectées lors de vos entretiens avec votre conseiller, et sur la base des pièces constituant votre dossier.

Vous pouvez accéder aux données à caractère personnel vous concernant. Vous disposez également d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données à caractère personnel et d'opposition.

Vous pouvez exercer ces droits, en vous adressant à votre mission locale. Un justificatif d'identité en cours de validité pourra vous être demandé dans le cadre de vos exercices de droit. Si vous estimez, après avoir contacté votre mission locale, que vos droits ne sont pas respectés ou que le traitement n'est pas conforme à la réglementation sur la protection des données à caractère personnel, vous pouvez adresser une réclamation à la CNIL.

2. Traitements de vos données effectué par l'Agence de services et de paiement

L'Agence de Services et de Paiement (ASP) procède à un traitement de données à caractère personnel pour le compte de l'Etat dans le cadre du Contrat d'Engagement Jeune (CEJ) encadré par le décret 2022-199 du 18 février 2022.

Ce traitement est réalisé sur le fondement du point e) de l'article 6.1 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (règlement général sur la protection des données, ou RGPD).

Les données personnelles sont conservées aussi longtemps qu'elles sont nécessaires à la réalisation des finalités prévues et en respect des durées fixées par le droit français soit 10 ans suivant la date de fin du contrat.

Les informations demandées sont obligatoires pour le versement de l'allocation.*

Les données sont traitées pour les finalités suivantes :

- versement de l'allocation ;
- contrôle et recouvrement ;
- évaluation et pilotage

Les catégories de données concernées sont :

- les données bénéficiaire présentes dans le CERFA N°16204*01
- les données de l'opérateur présentes dans le CERFA N°16204*01
- les données issues des pièces justificative

Les données vous concernant sont susceptibles d'être transmises à :

- La Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP), (données anonymisées pour le suivi statistique et le pilotage) ;
- Les missions locales, (données pour le suivi de leurs dossiers) ;
- L'UNML, (données anonymisées pour le suivi statistique et le pilotage).

Conformément au RGPD et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de limitation des données vous concernant.

3. Traitement de vos données effectué par Pôle Emploi

Pôle Emploi réalise un traitement de données à caractère personnel vous concernant. Les données relatives au présent CERFA sont communiquées à Pôle Emploi afin d'harmoniser l'accompagnement entre les Missions locales et Pôle Emploi.

Les catégories de données concernées sont les suivantes :

- Données relatives à l'identité du jeune,
- Données relatives au suivi du jeune par la Mission Locale ;

Les données à caractère personnel et informations enregistrées dans le système d'information sont conservées selon le temps nécessaire à l'accomplissement des finalités indiquées.

En application du règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification de vos données personnelles, d'un droit à la limitation du traitement, du droit d'effectuer une réclamation auprès de la CNIL ainsi que du droit de définir des directives auprès d'un tiers de confiance pour définir le sort de vos données après votre décès.

Pour exercer ces droits ou pour toute question sur le traitement de vos données dans ce dispositif, vous pouvez contacter le délégué à la protection des données de Pôle emploi à l'adresse postale suivante : 1 avenue du docteur Gley 75020 Paris ou par courriel à l'adresse : contact-dpd@pole-emploi.fr